



# INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 janvier 2024**  
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	27
• Voix	138
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	28
• Voix	139
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

## Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

## Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

## Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Antoine Lequertier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Affaires diverses - Gestion intégrée - Avis de l'EPTB sur l'extension du périmètre du SAGE Adour amont au bassin du Louts**

**Exposé des motifs :**

La disposition A1 du SDAGE 2022-2027 prévoit que l'ensemble du bassin Adour-Garonne soit couvert par des SAGE à l'horizon 2027. Dans ce contexte, l'Agence de l'eau a sollicité le positionnement de la commission locale de l'eau sur l'opportunité d'intégrer le bassin du Louts au SAGE Adour amont à l'occasion de la révision du document et compte tenu de la cohérence hydrographique entre le Louts et le bassin amont de l'Adour, le Louts et l'Adour confluant sur le bassin du SAGE Adour amont.

Le 27 septembre 2023, la commission locale de l'eau s'est positionnée unanimement en faveur de l'intégration du Louts au périmètre du SAGE Adour amont, considérant notamment la taille du territoire à intégrer et l'absence d'enjeux spécifiques sur le bassin du Louts qui ne seraient pas déjà présents sur le reste du bassin de l'Adour amont.

L'intégration du bassin du Louts au SAGE Adour amont ferait passer le périmètre du SAGE de 4 513 km<sup>2</sup> à 4 806 km<sup>2</sup> et de 549 communes à 575 communes, soit l'intégration de 6 communes des Pyrénées-Atlantiques et 20 communes des Landes. En outre, 20 communes de ces départements actuellement partiellement intégrées au SAGE Adour amont seraient complètement couvertes par le SAGE Adour amont du fait de l'extension du périmètre.

La note sur l'extension du périmètre du SAGE Adour amont au bassin du Louts annexée au présent rapport explicite et justifie l'extension du SAGE au Louts et ses incidences.

Cette proposition d'extension de périmètre fait à présent l'objet d'une consultation des collectivités concernées, comme le prévoit l'article R.212-27 du code de l'environnement. Ainsi, les services de l'État ont sollicité pour avis par courrier en date du 28 novembre 2023 les conseils régionaux, les conseils départementaux, l'établissement public territorial de bassin, ainsi que les communes dont le territoire est situé pour tout ou partie dans le périmètre.

Les avis seront réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois.

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R. 212-27,

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne le 23 mars 2022 et notamment sa disposition A1 portant sur la couverture intégrale du bassin Adour-Garonne par des schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 14 septembre 2004 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin amont de l'Adour modifié par l'arrêté interpréfectoral en date du 4 octobre 2022,

Vu la décision de la commission locale de l'eau du bassin amont de l'Adour en date du 27 septembre 2023 d'intégrer du bassin du Louts au SAGE Adour amont,

Considérant la lettre de saisine en date du 28 novembre 2023 adressée par l'État pour solliciter l'avis des collectivités, parmi lesquelles l'établissement public territorial de bassin de l'Adour, sur l'extension du périmètre du SAGE,

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de rendre un avis favorable à l'extension du périmètre du SAGE Adour amont au bassin versant du Louts,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE